

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20022 - 77ÈME ANNÉE

**Le secrétaire national du PCF et candidat à la présidentielle
reçu par les locataires du quartier Flacourt à Sainte-Marie**

Fabien Roussel rencontre des victimes de la crise du logement à La Réunion



30.000 familles en attente d'un logement social et des dizaines de milliers de familles vivant dans un logement insalubre ou surpeuplé : la crise du logement persiste depuis des décennies, soulignant la faillite d'un système toujours plus contrôlé par Paris dans ce domaine. L'insalubrité est devenue le quotidien de

milliers de locataires du parc social, en raison du manque de moyens pour l'entretien et la réhabilitation. Fabien Roussel était hier à la rencontre des victimes de cette politique à Sainte-Marie, aux côtés d'une délégation du PCR.

Le secrétaire national du PCF et candidat à la présidentielle était

accompagné par une délégation du PCR composé notamment de Maurice Gironcel et Julie Pontalba, membres du secrétariat du PCR, et de Nadine Damour, conseillère régionale. Ils échangèrent avec les locataires et Eric Fontaine, administrateur de la CNL-Réunion.

« Quand il pleut dans la chambre,

nous sommes obligés de retirer les matelas et de dormir dans le salon », a expliqué un locataire.

« À la Réunion, 1 habitant sur 3 est mal logé comme ici dans le quartier Flacourt à Sainte-Marie.

50% de logements livrés en moins, absence de rénovation, prix du loyer au mètre carré des plus élevés de France... Donnons aux collectivités les vrais moyens de bâtir une politique de logement », a dit Fabien Roussel. « Les bailleurs devraient venir habiter une semaine dans leur bidonville moderne ! ». Le logement est donc un grand chantier pour La Réunion. Fabien Roussel s'est engagé à donner les moyens pour que 15.000 logements soient construits tous les ans dans notre île.

30.000 familles en attente d'un logement social

En effet, non seulement La Réunion manque de logements sociaux, 30.000 familles sont sur la liste d'attente, mais des milliers d'appartements sont à réhabiliter quelques fois au bout de seulement quelques années. C'est la conséquence du climat tropical sur des habitations qui n'y sont pas adaptées en raison de leur conception, mais aussi à cause des malfaçons.

Cette situation a des conséquences dans de nombreux domaines. Le mal-logement contribue en effet à entretenir l'échec scolaire important à La Réunion, en plus de l'obligation d'enseigner dans une langue qui

n'est pas la langue maternelle de l'essentiel de la population réunionnaise. Comment en effet réaliser le travail à la maison demandé par les professeurs quand les conditions de logement sont indignes, quand l'eau s'infiltré et coule dans l'appartement quand il pleut ?

Au lendemain du 20 décembre, Fabien Roussel a donc pu constater les conditions de vie de dizaines de milliers de Réunionnais. Si les bidonvilles ont en effet quasiment disparu, des logements sociaux sont tellement dégradés que les conditions de vie à l'intérieur s'apparentent à celle des bidonvilles.

Ces faits témoignent de la faillite des politiques du logement menées à La Réunion sous la direction du gouvernement à Paris, compétent en la matière.

Les décisions se prennent à Paris

De plus, ces dernières années ont vu les Réunionnais toujours plus dépossédés de la moindre décision en termes de logements sociaux. La France a en effet décidé de centraliser encore davantage cette politique en faisant de CDC-Habitat et de Action logement les principaux actionnaires des bailleurs sociaux à La Réunion. Ainsi à elle seule, la filiale de la Caisse des dépôts et consignation est la maison-mère de la SIDR, de la SEMADER et de la SODIAC tandis qu'Action logement détient la SHLMR.

Cette situation n'est pas sans conséquence. Il a fallu attendre

une semaine après l'incendie meurtrier d'un immeuble SIDR à Saint-Denis pour que le bailleur social gérant le HLM organise une conférence de presse... en présence du directeur-adjoint de CDC-Habitat venu spécialement de Paris. En d'autres temps, la SIDR aurait réagi immédiatement en convoquant la presse le jour même du sinistre...

Non seulement Paris n'a jamais mis les moyens suffisants pour faire respecter le droit des Réunionnais à un logement digne, mais en plus, le gouvernement a enlevé aux Réunionnais la responsabilité pour la majorité du parc social à La Réunion. SIDR, SHLMR, SODIAC et SEMADER ne sont plus que des gestionnaires de logements, dépendants de décisions prises à 10.000 kilomètres de La Réunion, aux sièges de CDC-Habitat et d'Action logement.

Au moment où Paris a mis en place un Plan logement pour l'Outre-mer censé augmenter les crédits pour la construction et la réhabilitation, un tel choix souligne le refus de faire confiance aux Réunionnais. Pour quel résultat ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Vol inaugural hier 21 décembre entre Dzaoudzi à Mayotte et Pierrefonds à La Réunion

Ewa se pose à La Réunion : Air Austral fragilisée par sa propre filiale



Après une période de rodage depuis le 7 décembre en effectuant des vols pour le compte de Corsair, la filiale d'Air Austral a réalisé hier officiellement son vol inaugural entre Mayotte et La Réunion avec l'atterrissage à Saint-Pierre de son Boeing 737 loué à Air Austral. Ewa prévoit 4 vols par semaine en concurrence directe avec Air Austral.

Depuis le 7 décembre, un accord entre Corsair et Ewa, filiale mahoraise d'Air Austral a permis de tester la mise en œuvre d'une concurrence historique pour Air Austral entre Mayotte et La Réunion. En effet, sur cette ligne

qui est sa raison d'être, la direction d'Air Austral organise sa propre concurrence qui propose des prix imbattables à partir de 129 euros.

Le contrat d'affrètement par Corsair s'est terminé la semaine dernière avant de reprendre début février. C'était donc hier le premier vol sous ses couleurs de Ewa entre Mayotte et La Réunion. Le Boeing 737 s'est posé hier à l'aéroport de Pierrefonds à Saint-Pierre, qui connaît une renaissance après près des deux ans de fermeture pour cause d'épidémie de coronavirus.

Ewa assurera 4 vols par semaine

avec un avion qui a une plus grande capacité que les Airbus A220 neufs d'Air Austral, avec aux commandes des pilotes d'Air Austral payés selon les conditions Air Austral et dans la cabine, des hôtesse et stewarts d'Ewa... payés selon les conditions d'Ewa, entreprise basée à Mayotte où les salaires sont moins élevés. De quoi fragiliser Air Austral, qui devra également faire face à l'accroissement de l'activité de Corsair entre La Réunion et Mayotte : jusqu'à 8 vols par semaine via un affrètement qui sera assuré à partir de février... par Ewa.

M.M.

Otè

Arète pran anou pou mang a tèr !

Médame, zé Méssyé, la sossyéte, koze avèk moin sé koze avèk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo vré masson.

Mézami, zot i koné kan kréol i parl mang a tèr, sa i vé dir lo dèrnyé dé dèrnyé. Donk si i pran anou pou mang a tèr, i pran anou pou lo dèrnyé dé dèrnyé... Sa sé in n'afèr l'ariv anou souvan dann noute listoir épi na poin tro lontan galman.

Mi rapèl kan la vote la loi départman franssé l'ané 1946, lo député Dr Raymond Vergès é pa arienk in foi la di gouvèrnman i fo pa prande in droi pou in favèr. I fo pa pran sak i rolèv par la loi konm in kado, sirtou si avèk lo kado i raze anou la pinte plito ké trète anou d'égal a égal.

Noute toute i souvien la parol Laurent Vergès-zistoman lo pti zanfan Dr Vergès kan li la di : « Nou lé pa pliss, nou lé pa moïnss, respèkte anou. ».

Konm dabitide gouvèrnman la fé konmsi li téi respèkte nout parol, mé o boudikonte in foi an pliss li la trète anou konm mang a tèr – i pé di ossi konm zanfan batar é é lo même zafèr.

Lé ga, nou l'assé d'sa ! Nou l'assé k'i trète anou konm mang atèr é i fo ni porte atanssion vilin manyèr bande gouvèrnman é ni rofléshi bien shak foi li pran in déssizyon, li na lo myèl dan la voi épi l'amèrtime dann kèr. Dan blan kèr noir !

Alé ! ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Justin